



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 25/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours

30 Route des Volcans
Charlon
63230 Saint-Ours

Références : [20250423-RAP-63-0461-InspPAPREC.odt](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2025 dans l'établissement PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours implanté LIEU DIT LA GARE 63230 Saint-Ours. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure signé le 4 février 2025. Il était demandé à l'exploitant PAPREC de prendre les dispositions organisationnelles et techniques pour respecter le volume maximal autorisé de déchets sur site par l'article 1.4.1 de l'arrêté du 13 novembre 2012 modifié, relatif à la rubrique 2714. Cette action corrective concerne les déchets de la collecte sélective (Trivalo site de Clermont-Fd) .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours
- LIEU DIT LA GARE 63230 Saint-Ours
- Code AIOT : 0005600426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise PAPREC AUVERGNE a bénéficié d'un arrêté d'autorisation n° 12/02236 du 13 novembre 2012, modifié par APC n° 15/01621 du 19/11/2015.

Le site est autorisé pour les activités suivantes :

- activité de récupération des métaux
- centre de VHU (véhicules hors d'usage) et magasin
- récupération et traitement des déchets banals
- activité DEEE
- regroupement et transit de déchets dangereux

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	stock de déchets	AP de Mise en Demeure du 04/02/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte	3 mois
2	stockage des déchets	Code de l'environnement, article L. 541-1	Demande d'action corrective	3 mois
3	déchets dangereux amiantés	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1,4,1	Demande d'action corrective	immédiatement
6	sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 13/11/2012, article 7,5,3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 13/11/2012, article 10,2,1,2	Sans objet
5	Suivi PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	entreposage des batteries au lithium	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article I art 41	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé une astreinte journalière à l'exploitant au vu du non-respect de la disposition indiquée ci-après :

• nature et quantité des déchets - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012 article : 1.4.1 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté d'astreinte journalière

L'exploitant n'a pas complètement régularisé la situation, dans les délais impartis de la mise en demeure du 4 février 2025. il reste encore 7 880 tonnes de collecte sélective à évacuer vers une filière exutoire.

En conséquence, il est proposé au préfet de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement en prescrivant la sanction administrative suivante : **paiement d'une astreinte journalière d'un montant égal à quatre-vingt sept euros (87€/jour), jusqu'à la satisfaction de la mise en demeure précitée.** Le projet d'arrêté d'astreinte administrative rend cette astreinte exécutable à l'issue **d'un délai de sursis de 3 mois à compter de sa notification.**

L'exploitant devra également mettre en place un plan d'actions correctives sur les thématiques :

- respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets issus de la collecte sélective,
- respect des modalités d'édition des BSDa,
- sécurité incendie - pv de réception de la réserve souple.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : stock de déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, quantitatif
Prescription contrôlée : liste des installations concernés par les rubriques ICPE <u>Article 1.4.1 de l'AP du 13 novembre 2012</u> tableau de classement qui fixe les volumes de déchets autorisés sur site : rubrique 2714 : Déchets hors bois 4 600 m ³ ; bois 800 m ³ ; pneus en transit 600 m ³ ; caoutchouc 200 m ³ poudrette 200 m ³ total :6 400 m ³ <u>Article 1 de l'APMD du 4 février 2025</u> La société PAPREC, dont le siège social est situé au 30 route des Volcans, Charlon, à SAINT OURS LES ROCHES (63230), est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées au 30 route des Volcans, Charlon commune de SAINT OURS LES ROCHES, le volume maximal autorisé par l'article 1.4.1 de l'arrêté du 13 novembre 2012 modifié relatif à la rubrique 2714 :
Constats : Pour rappel, lors de la visite en date du 21 novembre 2024, il a été constaté que le volume estimé de déchets classés sous la rubrique 2714 dépasse le seuil maximal imposé par l'arrêté d'autorisation préfectoral. Par conséquent, un arrêté de mise en demeure de respecter le stock autorisé au titre de la rubrique 2714 a été pris en date du 4 février 2025. La date d'échéance de mise en conformité était le 4 avril 2025, soit deux mois à compter de la signature de l'APMD. En séance, l'exploitant a confirmé avoir évacué 313,64 tonnes (collecte sélective avec des DASRI) vers l'exutoire de l'incinérateur de Vernea. A la date de la visite d'inspection, l'exploitant précise que 788,36 tonnes de collecte sélective (issues du site trivalo de Clermont_Fd) sont stockées sur place. D'après l'exploitant, l'évacuation

de ces déchets doit être validée par une commission consultative du Valtom. La séance est programmée pour mi-juin. Par conséquent, l'exploitant pourra terminer l'évacuation du reste des déchets de la collecte sélective, à partir de cette date. L'exploitant prévoit d'évacuer l'ensemble des déchets avant fin juillet.

Le montant d'évacuation est estimé à environ 7880€ pour environ 788 tonnes (soit 10€ pour une tonne).

Le stock de la collecte sélective n'a pas été évacué vers une filière exutoire en intégralité. Le seuil maximal de déchets autorisé sur la rubrique 2714 (hors bois) est dépassé (plus de 6000m3 pour 4600m3 autorisés)

En conséquence, il est proposé au préfet de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement en prescrivant la sanction administrative suivante : paiement d'une astreinte journalière d'un montant égal à quatre-vingt sept euros (87€), jusqu'à la satisfaction de la mise en demeure précitée. Le projet d'arrêté d'astreinte administrative rend cette astreinte exécutable à l'issue d'un délai de sursis de 3 mois à compter de sa notification, afin de prendre en compte la phase de contractualisation avec le Valtom.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : stockage des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 541-1

Thème(s) : Risques accidentels, hiérarchie des modes de traitement

Prescription contrôlée :

L.541-1 :

I. - La politique nationale de prévention et de gestion des déchets est un levier essentiel de la transition vers une économie circulaire. Ses objectifs, adoptés de manière à respecter la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie au II,

II. - Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet :

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination ;

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
Constats : Les conditions de stockage des déchets non admissibles au centre de Trivalo (Clermont-fD) ne permettent pas le respect de la hiérarchie des modes de traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : déchets dangereux amiantés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1,4,1
Thème(s) : Risques chroniques, typologie des déchets
Prescription contrôlée : Rubrique 2718 transit de 10 à 12 palettes d'amiante lié sur palette filmée quantité maximum présente sur site : 200 tonnes
Constats : Le jour de l'inspection, le stock d'amiante lié présent sur site est de 4,2 tonnes (correspondant à des palettes filmées de plaques fibro ciment et un big bag d'amiante lié). Plusieurs BSDa sont consultés en séance sur l'application trackdéchets. L'exutoire est l'installation autorisée « carrières et matériaux du grand ouest » située à Saint Didier la Foret. Paprec RECYDIS est une filiale du Groupe Paprec spécialisée dans la gestion des déchets dangereux. A ce titre, elle exploite les activités de transit, regroupement et tri de déchets dangereux autorisées sur le site de Saint Ours. En revanche, le BSDa n'est pas toujours élaboré le jour de la réception des déchets amiantés. Celui-ci est édité dans un deuxième temps lors de la phase d'expédition vers la filière exutoire. Les services de la Dreal, demandent à Paprec RECYDIS de remplir les BSDA en temps réel et de les transmettre au producteur de déchets, le jour de la réception des déchets amiantés. Paprec RECYDIS doit mettre en place les actions correctives dès la réception du présent rapport. L'émission du BSDa doit permettre une traçabilité des déchets amiantés du producteur jusqu'à la filière d'exutoire autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : immédiatement

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/11/2012, article 10,2,1,2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets.</p> <p>Pour les deux points de rejets des eaux pluviales dans le réseau, l'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse de la qualité de ces eaux une fois par trimestre. Les mesures réalisées portent sur les paramètres définis à l'article 4.3.5 précédent.</p> <p>Les prélèvements seront réalisés lors d'épisodes pluvieux significatifs. Pour chaque point de rejet, il sera effectué un échantillon moyen sur au moins 24 heures en fonction du débit de rejet. Le rejet n°1 est équipé d'un point de prélèvement de type canal ouvert (canal jaugeur ou seuil déversoir), permettant l'installation d'une sonde de mesure de débit et d'un préleveur automatique. Au niveau rejet n°2, le préleveur automatique est asservi à la pompe de relevage utilisée pour refouler les eaux du bassin de stockage vers le réseau d'assainissement.</p> <p>Les résultats des analyses doivent être transmis chaque trimestre à l'Inspection des Installations Classées et doivent être accompagnés de commentaires sur les conditions de fonctionnement des installations, et en tant que de besoin, sur les dépassements constatés et leurs causes, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>La fréquence des contrôles peut être augmentée à la demande de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Tous les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pour une période de dix ans.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le prestataire pour le contrôle inopiné a été retenu et le devis accepté transmis à la Dreal.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, analyses PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation</p> <p>I. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p> <p>Délai pour réaliser la première campagne d'analyse</p> <p>à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté 9 mois (mars / avril/ mai 2024) soit avant le 28 mars 2024</p>

Constats :
Les 3 campagnes PFAS sont saisies dans l'outil Gidaf.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/11/2012, article 7,5,3
Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs d'extinction
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : arrêté du 13/11/12: art 7.5.3 ressources en eau et dispositif extinction L'établissement dispose a minima des moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau d'incendie d'une capacité minimale de 400 m3 utilisable en tout temps et en permanence, • 3 poteaux d'incendie protégés contre le gel normalisés de 100 mm ou tout dispositif équivalent, • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles, • RIA hors gel dont émulseurs pour liquides inflammables • un dispositif de détection d'incendie avec alarme au bâtiment DID.et d'extinction automatique à poudre (cases toxiques) • extincteur à poudre pour feux de métaux et grosse quantité de sable sec pour le stockage de piles lithium Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : <u>Périmètre étudié :</u> collecte sélective La protection incendie et les moyens de lutte dédiés au stock des déchets issus de la collecte sélective sont : L'exploitant dispose d'une bâche de 60m3 à 40 m et une nouvelle réserve souple de 120m3 à 130m. L'ensemble est sous la surveillance d'une caméra infrarouge et vidéo. Un poteau d'incendie est situé à 150m. L'exploitant devra se rapprocher du SDIS pour obtenir le pv de conformité des réserves souples (notamment la nouvelle réserve souple).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : entreposage des batteries au lithium

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article I art 41

Thème(s) : Risques accidentels, entreposage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entreposage.</p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution II. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :</p> <p>Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.</p> <p>Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.</p> <p>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.</p> <p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. (rédaction en gras supprimée à compter du 1er janvier 2026)</p> <p>« Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>« Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du risque. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. » (2 alinéas ci-dessus applicables à compter du 1er janvier 2026)</p> <p>Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.</p> <p>L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, quelques batteries au lithium issues de VHU sont stockées dans un conteneur ; celui-ci est matérialisé par une signalétique et éloigné des autres zones ; les batteries sont placées sur bac de rétention à l'intérieur du conteneur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite